par sa faute évidente, par exemple un mécanicien qui saute de sa locomotive en marche, cause un accident, l'assureur doit-il en être responsable ?

—Oui, répond M. Badéker, ce n'est pas seulement sage et politique, c'est également chrétien de ne point laisser sans indemnité les ouvriers coupables de faute grave, et de ne pas risquer d'abandonner à la misère eux et leur famille. — *Le Journal de la Bonneterie Française.*

COMPTES-RENDUS

CHAMBRE DE COMMERCE DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Étaient présents, vendredi dernier, à l'assemblée mensuelle de la Chambre de Commerce: MM. H. Laporte, président, J. D. Rolland, S. Côté, D. Parizeau, M. P. P., J. Perrault, A. Anmond, F. D. Shallow, J. H. Pellerin, J. Monier, L. J. A. Surveyer Jos. Contant, O. H. Catelli, etc.

Le secrétaire donne lecture d'une communication venant de la part des huissiers de Montréal, où l'on suggère des mesures à prendre pour la loi des faillites. Les huissiers demandent qu'on les charge de l'inventaire des biens des cessionnaires, biens qu'ils vendraient à 25 p. c. de commission, ce qui serait de beaucoup plus bénéficiaire aux créanciers que le système actuel. Cette proposition est déferée au comité sur la loi de faillite.

Vient ensuite la question du banquet: il sera donné au Windsor, mercredi le 7 courant, et environ deux cents personnes y prendront part.

Outre la presse, voici la liste des invités: le chancelier du consulat de France; sir John Thompson, l'hon. M. Bowell, l'hon. M. Ouimet, l'hon. M. J. J. Curran, M. Laurier, le lieutenant-gouverneur Chapleau, l'hon. M. Taillon, M. Marchand, M. W. W. Ogilvie et le président de la Chambre de Commerce Française.

M. Louis Fréchette donnera lecture d'une pièce de vers composée pour la circonstance.

On lira une adresse au consul et un orchestre exécutera des morceaux de musique durant le repas.

Il a été résolu ensuite de voter des remerciements en faveur de MM. Lefebvre qui ont donné une aussi généreuse hospitalité, samedi dernier, aux membres de la chambre de commerce lorsqu'ils sont allés visiter les usines à sucre de Berthier.

A la prochaine réunion de la chambre M. Lefebvre lira un travail sur la pulpe.

Il est résolu que la chambre de commerce demande un amendement à la loi générale des chambres de commerce pour les autoriser à acquérir des immeubles pour leurs bureaux; et que, à défaut de cela, elle se procure une charte spéciale afin de pouvoir acquérir des immeubles et émettre des débetures.

Sont admis membres: Dr Patrick O'Leary, G. W. Stephens, J. J. Beauchamp, L. S. Gendron et M. Orsali, de la maison Hudon, Orsali et Cie.

CHAMBRE DE COMMERCE DE QUÉBEC

Il y a eu la semaine dernière, une assemblée du conseil de la Chambre de

Commerce de Québec. Étaient présents: MM. E. B. Garneau, président; Elz. Pelletier, E. Dupré, F. X. Berlinguet, Geo. Tanguay, R. R. Dobell, J. E. Martineau et K. Turner.

La plus importante question qui ait été considérée est celle relative au mémoire adressé à la chambre de commerce de Londres à l'appui du service rapide entre l'Angleterre et le Canada. Ce mémoire contient:

1o La correspondance échangée entre la chambre de commerce et le gouvernement fédéral;

2o L'opinion des principales chambres de commerce du Dominion;

3o L'opinion indépendante exprimée sur cette question par les autorités.

Il a été résolu que copies du mémoire soient envoyées au gouvernement fédéral, à sir Chs. Tupper, Haut commissaire du Canada à Londres, à M. Huddart, le principal promoteur du projet, et à plusieurs chambres de commerce du Canada.

Une autre réunion de la Chambre de Commerce de Québec a eu lieu samedi dernier pour rencontrer M. J. S. Larke, le commissaire canadien en Australie et étudier avec lui les moyens d'étendre les relations commerciales entre le Canada et les colonies australiennes.

Étaient présents: M. E. B. Garneau, président; hon. A. R. Angers, ministre de l'Agriculture à Ottawa, H. M. Price, Victor Chateaubert, M. P. P., F. X. Berlinguet, W. Macpherson, P. R. Miller, M. Timmons, Chs. Roy, St-Pierre, F. X. Gourdeau, N. LeVasseur, G. Tanguay, A. Turcotte, Félix Turcotte, G. Bresse, J. Winfield, etc.

Après l'ouverture de la séance, sur l'invitation du président, l'hon. A. R. Angers prit la parole. Il dit que cette institution commerciale devait connaître les efforts faits par le gouvernement pour établir des relations commerciales directes entre le Canada et l'Australie. Il signala la subvention spéciale accordée à la ligne de steamers du Pacifique Canadien et exprima l'opinion qu'un représentant spécial du Canada en Australie était désirable. M. Larke a été nommé pour faire enquête sur les possibilités du commerce entre les deux pays et a obtenu des manufacturiers des échantillons de leurs produits. Le ministre de l'Agriculture exprima l'opinion que le pin, l'épinette, le coton, les gants, les chaussures, etc., pouvaient être exportés avec profit du Canada en Australie.

M. Larke parla avec beaucoup d'enthousiasme des possibilités de commerce entre le Canada et l'Australie. Il dit que la Massey Manufacturing Co., de Toronto, a dirigé sur ce pays avec beaucoup de profit, un grand commerce d'exportation. Les manufacturiers de Québec peuvent en faire autant et avec autant de succès. Les quatre millions d'habitants de l'Australie exportent annuellement des marchandises pour une valeur de 365 millions de piastres, soit un million par jour. Le Canada peut prendre une large part de ce commerce.

Il est allé en Australie non comme agent des manufacturiers, mais comme représentant spécial du gouvernement, pour faire une enquête au bénéfice des manufacturiers.

Il espère être à Sydney vers la mi-décembre prochain et sera heureux de répondre à toutes les questions que lui poseront les manufacturiers canadiens. Les manufacturiers canadiens de papier exportent très peu, bien que l'Australie

importe pour deux millions et demi de papier annuellement. La distance n'est pas une objection au commerce du Canada avec l'Australie, car plus la distance est grande, plus les profits sont considérables. Il ne conseille pas l'expédition de marchandises à commission à des agents en Australie, mais croit qu'il serait préférable pour un certain nombre de maisons de commerce de s'unir pour envoyer un représentant dans l'intérêt de leur commerce.

MM. Gourdeau, Bresse et A. J. Turcotte, M. P., parlent des possibilités du commerce de chaussures sur les marchés australiens.

La séance se termina par l'adoption d'une motion de M. H. M. Price, secondée par M. Victor Chateaubert, M. P. P., offrant des remerciements à l'hon. A. R. Angers et à M. Larke.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL

Le conseil de la Chambre de Commerce de Montréal (Board of Trade), a tenu sa réunion hebdomadaire mardi le 6 novembre courant. Étaient présents, MM. W. W. Ogilvie, président; James A. Cantlie, John Torrance, Edgar Judge, John Baird, William Cunningham, Thomas J. Drummond, Frank J. Hart, D. L. Lockerby, David Robertson et J. D. Rolland.

Lecture d'une communication du contrôleur des douanes, en réponse à la demande du conseil de l'admission en franchise de marchandises canadiennes retournées à l'expéditeur, comme suit: "J'ai pris bonne note du texte de la résolution et je puis dire que j'ai déjà donné beaucoup d'attention à cette question; et, s'il était possible d'élaborer une disposition qui assurerait l'identification des marchandises canadiennes retournées à l'expéditeur au Canada, je serais heureux de proposer une législation dans ce sens."

Les Commissaires du Havre écrivent que, conformément au désir exprimé par la chambre, ils ont donné instruction à leur ingénieur de se tenir au courant de temps à autre de la profondeur de l'eau aux quais de Montréal.

La Chambre de Commerce de St Jean N. B. communique une résolution adoptée à une conférence des chambres de commerce du Nouveau Brunswick, à laquelle assistaient aussi des représentants des chambres de Halifax et d'Amherst, et demande la coopération de la chambre de Montréal auprès du gouvernement fédéral. Il s'agit, dans cette résolution, de prier les autorités du Grand Tronc, de l'Intercolonial et du Pacifique, de faire en sorte que les exportations canadiennes en hiver soient expédiées autant que possible par les ports canadiens des provinces maritimes et de demander au gouvernement de ne pas perdre de vue, ce point, lorsqu'il fera des arrangements avec les compagnies de transport et de navigation pour les subventionner.

Le conseil approuve l'idée de favoriser l'expédition des marchandises canadiennes par les ports canadiens, mais il craint qu'on ne puisse exiger des compagnies de navigation qu'elles ne desservent en hiver que les ports canadiens, car il leur serait impossible de se procurer des chargements complets dans ces ports.

Les importateurs de figues et de dattes se plaignent qu'on leur fasse payer 25 p. c. de droit sur les prix de ces fruits en douane, augmenté du droit anglais de 7s par quintal, ce qui met dans une situation d'infériorité les achats sur le